



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2004/L.17
6 avril 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixantième session
Point 7 de l'ordre du jour

LE DROIT AU DÉVELOPPEMENT

**Malaisie* (au nom des États membres du Mouvement des pays
non alignés et de la Chine): projet de résolution**

2004/... Le droit au développement

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant la Déclaration sur le droit au développement adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/128 du 4 décembre 1986, qui a confirmé que le droit au développement est un droit inaliénable de l'être humain, que l'égalité des chances en matière de développement est une prérogative aussi bien des nations que des individus qui la composent, et que l'être humain est le sujet central du développement et son principal bénéficiaire,

Rappelant également toutes ses précédentes résolutions sur le droit au développement, en particulier sa résolution 1998/72 du 22 avril 1998 dans laquelle elle a évoqué la nécessité pressante de faire de nouveaux progrès vers la réalisation du droit au développement tel qu'il est énoncé dans la Déclaration sur le droit au développement,

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

Constatant que le Groupe de travail sur le droit au développement est l'unique instance mondiale s'intéressant au droit au développement qui a pour mandat de suivre et de passer en revue les progrès accomplis, aux niveaux national et international, dans la promotion et la mise en œuvre du droit au développement exposé dans la Déclaration, en formulant des recommandations à ce sujet ainsi qu'en analysant plus avant les obstacles qui en empêchent le plein exercice, tout en se consacrant chaque année à l'examen d'engagements particuliers figurant dans la Déclaration,

Reconnaissant l'apport utile, ces six dernières années, de l'expert indépendant sur le droit au développement, par le biais de ses travaux de recherche et d'analyse contenus dans ses divers rapports au Groupe de travail, qui constituent une contribution utile à la compréhension du droit au développement et des méthodes visant à en assurer la mise en œuvre aux niveaux tant national qu'international,

Prenant note du rapport du Haut-Commissaire aux droits de l'homme sur le droit au développement (E/CN.4/2004/22),

Réaffirmant les conclusions adoptées à la troisième session du Groupe de travail (voir E/CN.4/2002/28/Rev.1) et la nécessité d'en assurer le suivi et la mise en œuvre concrète,

Accueillant avec satisfaction la tenue du séminaire de haut niveau sur le droit au développement intitulé «Partenariat mondial en faveur du développement» et appréciant la réaction des organismes et organes des Nations Unies, des institutions financières et de commerce multilatéral internationales qui ont offert une chance inestimable d'examiner et de définir des stratégies efficaces pour incorporer le droit au développement dans les politiques et activités opérationnelles des grandes organisations/institutions internationales et contribuer, ce faisant, à renforcer les partenariats axés sur la réalisation du droit au développement,

Prenant note de la large participation des États, des organisations internationales et des organisations non gouvernementales à la cinquième session du Groupe de travail et accueillant avec satisfaction leur participation active à la promotion de la réalisation de la Déclaration sur le droit au développement ainsi que l'adoption par consensus des conclusions et recommandations du Groupe de travail,

1. *Est consciente* qu'il importe de préserver la volonté et la détermination politiques de tous les membres du Groupe de travail sur le droit au développement et se félicite de ce qu'ils coopèrent à l'exécution de son mandat;
2. *Prend note* de la décision 2003/116, en date du 14 août 2003, de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme relative au droit au développement;
3. *Envisage avec intérêt* l'examen, à la soixante et unième session de la Commission, du document conceptuel, qui sera élaboré par la Sous-Commission, en vue de définir des options pour la mise en œuvre du droit au développement et leur faisabilité, notamment une norme juridique internationale de caractère contraignant, des lignes directrices relatives à la mise en œuvre du droit au développement et des principes applicables à un partenariat pour le développement, en se fondant sur la Déclaration sur le droit au développement, y compris des questions que tout instrument de ce type pourrait prendre en compte, aux fins de l'examen et de l'évaluation des possibilités de mettre en pratique de telles options;
4. *Prie* le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de continuer de fournir tout l'appui administratif et toutes les ressources financières et humaines nécessaires à la Sous-Commission pour mener ses travaux sur le document conceptuel;
5. *Fait siennes* les conclusions et recommandations adoptées par le Groupe de travail sur le droit au développement à sa cinquième session, telles qu'elles figurent dans le rapport y relatif (E/CN.4/2004/23, par. 41 à 51), et recommande qu'elles soient mises en œuvre pleinement et concrètement par le Haut-Commissariat et les autres parties concernées;
6. *Décide* d'étudier, à sa soixante et unième session, la possibilité de proroger le mandat de l'expert indépendant sur le droit au développement;
7. *Prie* le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de fournir tout l'appui administratif et toutes les ressources financières et humaines nécessaires à l'équipe spéciale de haut niveau sur la mise en œuvre du droit au développement qu'il est envisagé de créer dans le cadre du Groupe de travail;

8. *Prie* la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, lorsqu'elle assurera l'intégration du droit au développement, d'entreprendre des activités concrètes visant à renforcer le partenariat mondial pour le développement entre les États Membres, les organismes de développement et les institutions s'occupant du développement, des questions financières et du commerce au niveau international, et de prendre ces activités en considération de façon détaillée dans le rapport qu'elle présentera à la Commission à sa soixante et unième session;

9. *Décide* de proroger d'un an le mandat du Groupe de travail sur le droit au développement et de tenir sa sixième session, d'une durée de 10 jours ouvrables, avant la soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme, sachant que cinq de ces 10 jours ouvrables seront réservés à l'équipe spéciale de haut niveau créée dans le cadre du Groupe de travail, afin qu'elle puisse tenir ses réunions et soumettre ses conclusions et recommandations au Groupe de travail bien à l'avance de sa session, et que le Groupe de travail tiendrait des réunions pendant cinq jours ouvrables afin d'examiner les conclusions et recommandations de l'équipe spéciale et d'autres initiatives, conformément à son mandat;

10. *Décide* d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la présente résolution à titre prioritaire, à sa soixante et unième session.
